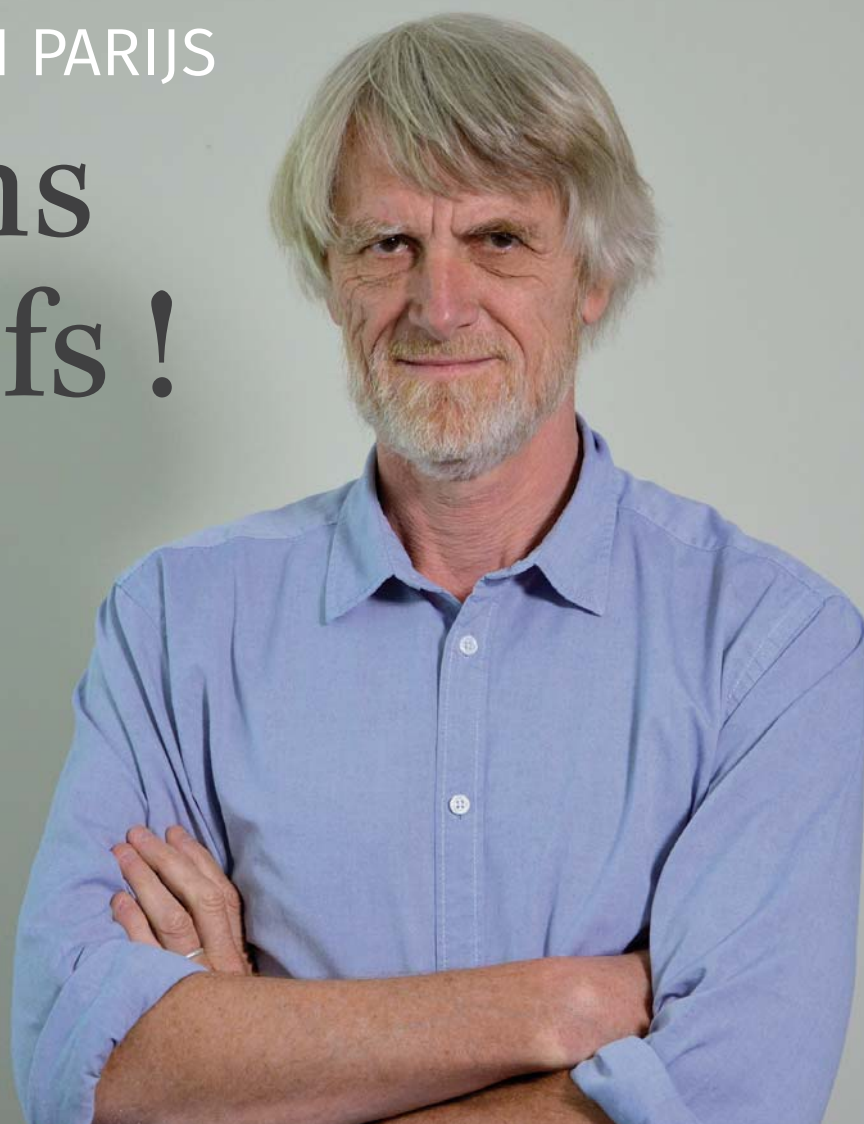


Philippe VAN PARIJS

# Soyons créatifs !



© UCL

Interview : Conrad van de WERVE  
Texte : Brigitte GERARD

Quel avenir pour la Belgique ? C'est la question qui taraude **Philippe VAN PARIJS**, professeur émérite à l'UCL, économiste, philosophe et Bruxellois convaincu. Parmi ses pistes pour croire au futur de notre pays : un apprentissage des langues plus efficace dès le plus jeune âge et une Belgique régionalisée. Parfois osées, ses propositions ont le mérite d'alimenter la réflexion.

**Divers éléments de votre parcours vous ont amené à réfléchir sur l'avenir de la Belgique<sup>1</sup>. Qu'est-ce qui vous y a amené précisément ?**

**Philippe VAN PARIJS** : Je me définis comme Bruxellois et philosophe. Je suis citoyen d'une ville bilingue, capitale d'un pays officiellement trilingue, mais aussi de l'Union européenne, qui a aujourd'hui 23 langues officielles. Dans mon travail académique, je suis passé à la philosophie politique en me centrant sur les questions de justice sociale, et petit à petit, je me suis rendu compte qu'on ne pouvait

pas éluder la dimension linguistique.

Un de mes grands héros philosophiques est John Stuart MILL, qui a publié l'un des tout premiers écrits systématiques sur la démocratie en 1861. Il y dit que des entités politiques multilingues peuvent subsister pendant des siècles, à condition d'être despotiques. Mais dès qu'elles deviennent démocratiques, elles ne peuvent que se disloquer. La dislocation de l'Empire austro-hongrois lui a donné raison, et plus récemment, celle de l'Empire soviétique, de la Yougoslavie. J. S. MILL mentionne la Belgique comme une

exception, mais c'était l'époque où toute la politique fonctionnait en français... Ce n'est plus le cas aujourd'hui, d'où le défi.

**Vous plaidez pour un régionalisme. En quoi consisterait-il exactement ?**

**PhVP** : Il y a une manière classique de penser le fédéralisme, comme en Allemagne ou aux États-Unis, où les entités territoriales sont responsables de l'ensemble des compétences décentralisées. Mais dans un État multilingue, où les groupes linguistiques sont mélangés, des auteurs autrichiens ont proposé une

autre formule, dès le début du 20<sup>e</sup> siècle : un fédéralisme « personnel » ou communautaire. Il s'agit de doter chaque nation linguistiquement définie d'un parlement et d'un gouvernement propres. Cela a été tenté, mais avec guère de succès...

Le seul endroit où ce fédéralisme communautaire subsiste, de manière très modeste, c'est sur 0,5% de la superficie de la Belgique, à Bruxelles, où deux communautés exercent leur autorité et où chaque Bruxellois est implicitement rattaché à l'une ou l'autre. Je suis favorable à l'émergence d'un fédéralisme plus simple, à quatre régions. Cela reviendrait à transférer les compétences régionales au gouvernement et au parlement de la Communauté germanophone, ainsi que les compétences communautaires à la Région bruxelloise.

### Il faut donc trouver des solutions créatives...

**PhVP** : Oui, mais il faut avoir une vision à long terme. Une des forces de la N-VA et de Bart DE WEVER, c'est que leur vision d'avenir de la Belgique a sa cohérence, même si elle se heurte à un certain nombre de difficultés. Ils ne croient pas à une Belgique à deux communautés, où les Bruxellois devront choisir d'être flamand ou wallon. Cela déterminera leur régime de sécurité sociale et, bien sûr, la scolarité de leurs enfants. Pour eux, l'avenir de la Belgique, c'est une confédération. L'horizon, c'est une Flandre et une Wallonie indépendantes, avec un condominium sur Bruxelles, colonie conjointe de ses deux voisins. L'alternative, c'est un fédéralisme à quatre. Si nous parvenons à le faire bien fonctionner, ce sera un modèle pour l'Union européenne.

### La maîtrise des langues est un élément-clé... Que peut-on proposer pour l'améliorer ?

**PhVP** : Je trouve déjà tout à fait anormal que l'apprentissage du néerlandais, qui est imposé par le fédéral dès la 3<sup>e</sup> primaire dans les écoles francophones bruxelloises, ne soit pas pris en compte dans le CEB. Il faudrait surtout pouvoir commencer le néerlandais, et ensuite l'anglais, beaucoup plus tôt dans le curriculum.

Il y a, à Bruxelles, un potentiel de partage de cette compétence linguistique dans les deux sens qui est sous-utilisé, d'autant plus que l'apprentissage linguistique est surtout une question de pratique.

Je suggère de réfléchir à la possibilité, à Bruxelles, de faire apprendre à lire et à écrire à tous les enfants en néerlandais. Je ne nie pas que cela pose de nombreux problèmes pratiques, mais il faut oser des idées radicales de ce type-là. Le drame des enfants bruxellois, c'est qu'arrivés en fin de secondaire, ils ne sont pas équipés linguistiquement pour le marché du travail de la capitale où, même pour des emplois moins qualifiés, il faut pouvoir se débrouiller en français, en néerlandais et en anglais.

### En Belgique francophone, il y a tout de même l'enseignement en immersion, qui est significatif. Un système équivalent n'existe pas en Flandre. Que peut-on en penser ?

**PhVP** : Il n'existe pas de système analogue en Flandre, mais le français y est resté obligatoire pour tous les enfants, et on l'apprend avant l'anglais. Ce n'est pas le cas en Wallonie. En moyenne, la connaissance du français par les néerlandophones reste nettement supérieure à la connaissance du néerlandais par les francophones. Bon nombre de parents choisissent d'envoyer leurs enfants dans un enseignement en immersion. C'est très bien, mais pas la panacée. Il faut trouver suffisamment d'enseignants « native » et assez d'occasions pour pratiquer la langue hors école. On est encore très loin, en fin de parcours, d'un véritable bilinguisme...

### En Flandre, la tradition veut que l'on sous-titre en permanence les programmes anglo-saxons, et cela contribue à ce que les Flamands apprennent plus facilement l'anglais que nous...

**PhVP** : Oui. Les pays qui ont une langue relativement peu diffusée utilisent systématiquement le sous-titrage. Dans ces cas-là, non seulement le niveau d'anglais est meilleur que la moyenne européenne, mais en plus, les enfants apprennent très tôt à lire dans leur propre langue. Du côté francophone, il n'est pas évident d'agir. Si on remplaçait massivement à la RTBF le doublage par le sous-titrage, il y aurait un risque que beaucoup zappent vers des postes français.

Comme sur beaucoup d'autres sujets, une action européenne est requise. On pourrait très bien, à ce niveau, concevoir une prohibition ou une forme de taxation

différentielle en fonction du type de traduction. Ceci dit, le nombre de jeunes qui se trouvent devant un écran de télévision n'arrête pas de décroître par rapport à ceux qui se trouvent devant un écran de smartphone ou d'ordinateur. Les possibilités offertes par internet sont fantastiques, y compris en matière d'apprentissage linguistique, mais cela demande encore plus de guidance de la part des parents. Dans le cadre du Plan Marnix<sup>2</sup>, on essaie de faire comprendre qu'un apprentissage simultané de plusieurs langues est possible dans tous les milieux, pour pratiquement tous les enfants et indépendamment de leurs capacités cognitives, mais qu'il faut le faire d'une manière cohérente.

### Comment voyez-vous l'évolution de l'enseignement francophone et les changements qui pourraient s'amorcer avec le Pacte pour un enseignement d'excellence ?

**PhVP** : J'ai surtout suivi de près la mise en place de l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté. C'est une évolution bienvenue. Pour moi, cela répond à un véritable besoin et à un devoir. À propos du tronc commun, on se rend compte que dans le passé, on a trop rapidement aiguillé des élèves dans des directions qui n'étaient pas les meilleures pour eux.

Le Pacte va devoir expérimenter. La recherche de l'excellence n'est jamais terminée. Ce qui est crucial, c'est d'apprendre aux enfants à apprendre constamment au fil de leur existence. Que l'on cesse de dire qu'il y a après l'enseignement obligatoire 3, 4 ou 5 ans d'enseignement supérieur. Le bloc initial peut être en moyenne plus court qu'aujourd'hui, mais avec beaucoup plus de possibilités pour se recycler, changer de direction tout au long de la vie. C'est, du reste, une des raisons que j'ai de défendre l'allocation universelle : elle facilite à tout âge un va-et-vient plus flexible entre la sphère de l'emploi, celle de la formation et celle des activités bénévoles. ■

1. Ph. VAN PARIJS prépare un livre intitulé *Belgium, une utopie pour notre temps*

2. Le Plan Marnix pour un Bruxelles multilingue vise à promouvoir l'apprentissage des langues dans l'ensemble de la population bruxelloise - [www.marnixplan.org](http://www.marnixplan.org)